



**Collège Pablo Picasso – Bron**  
**Conseil d'administration du 22 septembre 2011**

**Motion présentée par la FCPE**

Les parents d'élèves FCPE et les enseignants du collège dénoncent une rentrée 2011 au-delà de leurs inquiétudes car :

- 2 postes d'enseignants étaient non pourvus à la rentrée.

Plus de 15 jours après la rentrée, deux BMP viennent seulement d'être pourvu par une personne contractuelle et une étudiante qui travaillent sur deux collèges, cela par manque de professeurs ou parce qu'ils doivent partager leur service sur 2 voire 3 établissements.

Ce manque que l'on retrouve dans de nombreux collèges et lycées est une des conséquences de la suppression importante et systématique de postes d'enseignant depuis plusieurs années. L'Éducation nationale n'est plus en mesure d'assurer la pleine continuité de l'enseignement incombant à l'État.

En plus cela nous fait craindre une aggravation des possibilités de remplacement engendrant un accroissement du nombre d'heures d'enseignement non assurées.

- Les classes de quatrième sont avec des effectifs de 29 élèves

Il s'agit d'un niveau palier, primordial dans la scolarité des élèves avec le début de l'enseignement d'une deuxième langue vivante. Ce nombre important d'élèves par classe ne permettra plus l'individualisation de l'enseignement, ni de prendre en compte des situations spécifiques. Cela ne peut qu'aggraver les difficultés des élèves en situation d'échec.

- Les 3 élèves d'ULIS de 4<sup>o</sup> ont pu être intégrés uniquement en technologie et EPS (où il y a des groupes). On ne peut pas les intégrer dans une classe ordinaire à 29 élèves leurs difficultés nécessitant une prise en compte particulière.

- La DHG qui oblige à faire des choix pédagogiques à la baisse. Il est impossible de maintenir une demi-heure supplémentaire en français pour les élèves de 3<sup>o</sup>. Une des particularités pédagogiques que les enseignants avaient mise en place pour répondre efficacement aux besoins de tous les élèves.

Les itinéraires de découverte ne sont plus faisables car les heures qui y étaient consacrées sont nécessaires pour la dotation des matières.

Tout cela nuit gravement au principe de l'égalité des chances dans l'enseignement public. Les dotations en moyens humains, horaires et financiers ne sont plus régies par une logique pédagogique de réussite du plus grand nombre d'élèves mais par une logique économique implacable.

Nous refusons que l'Éducation soit considérée comme une « prestation de services », elle ne doit ni être déléguée à des opérateurs privés, ni soumise aux contraintes du monde économique. Elle doit être une priorité comme préparation de l'avenir du pays.

Nous demandons que l'Éducation nationale donne les moyens nécessaires à une École portée par un projet éducatif ambitieux, accompagnant les élèves dans un processus de formation et s'appuyant sur une formation initiale solide avec une formation professionnelle de qualité pour les enseignants.